

Ce qu'il Faut Retenir

**Journée d'étude : Le désarmement
est-il toujours possible ?**

Regards féministes sur un monde qui se remilitarise

7 novembre 2025, 9h à 16h | Université de Montréal

Rédigé par Gabrielle Goyet (doctorante, Université de Montréal), Charlotte Bannerot (étudiante à la maîtrise, Université de Montréal) et Fernanda Gonzalez Moraila (étudiante au baccalauréat, Université de Montréal)

Organisateurs de l'événement : Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) en collaboration avec le Réseau de recherche Femmes, Paix et Sécurité (RN-WPS) et la Maison des affaires publiques et internationales (Maison API).



maison des affaires
publiques et
internationales
umontreal



Journée d'étude : Le désarmement est-il toujours possible ?



Regards féministes sur un monde qui se remilitarise

Aperçu de l'événement

Le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), en partenariat avec le Réseau de recherche sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, un réseau collaboratif financé par le programme MINDS¹, et la Maison des affaires publiques et internationales de l'Université de Montréal, a coorganisé le 7 novembre 2025 une journée d'étude intitulée « **Le désarmement est-il toujours possible? Regards féministes sur un monde qui se remilitarise** ».

Dans un contexte marqué par une remilitarisation accélérée des États et des avancées technologiques qui transforment profondément les logiques de guerre, les dynamiques de pouvoir, de sécurité et de résistance se redéfinissent. L'objectif de l'événement était de susciter une réflexion collective sur ces enjeux, de forcer la discussion et de mobiliser l'expertise provenant de diverses disciplines (science politique, droit, philosophie, etc.) afin de faire émerger des pistes de collaboration et renforcer les efforts de recherche pour, ultimement, mieux informer les politiques publiques. Cette journée a permis à une dizaine de spécialistes de partager des analyses préliminaires, d'explorer des pistes de recherche et d'engager des discussions pour approfondir la compréhension des phénomènes en cours. Les échanges ont notamment porté sur la recrudescence du militaire dans les politiques nationales et internationales, le rôle des nouvelles technologies dans cette transformation, et la manière dont une perspective féministe renouvelle notre approche de ces questions.

Une [table ronde publique](#) animée par Laurence Deschamps-Laporte, est également venue enrichir la journée, offrant à la communauté l'occasion de bénéficier des réflexions de trois chercheuses aux profils complémentaires : Marie-Joëlle Zahar, Alexandra Parada et Bénédicte Santoire. Le présent rapport s'inscrit dans le prolongement de cette journée d'étude et vise à partager les principales réflexions, convergences analytiques et pistes de questionnement qui ont émergé des échanges.

Quand la militarisation s'accélère, la vigilance féministe s'impose

L'accélération du réarmement auquel nous assistons depuis quelques années, tant au Canada qu'à l'échelle internationale, marque un tournant majeur dans les dynamiques de sécurité et de politique étrangère. Le 2 octobre 2025, Ottawa a annoncé une hausse substantielle des dépenses militaires, visant à les porter à 2 % du PIB — soit environ 63 milliards de dollars pour l'exercice 2025-2026 — avec l'objectif d'atteindre 5 % du PIB d'ici 2035². Présentées comme nécessaires pour « défendre chaque mètre carré » du territoire canadien³, ces annonces s'inscrivent dans un contexte de militarisation accrue à l'échelle mondiale : selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour une dixième année consécutive, dépassant 2 700 milliards USD en 2024⁴. Cette logique de militarisation s'intensifie en réponse à des menaces perçues et à des rivalités géopolitiques croissantes, et s'accompagne d'un recul ou d'un abandon préoccupant des politiques étrangères féministes, y compris au Canada, alors même que nous célébrons le 25e anniversaire de l'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS) en 2025.

Maintenir une perspective féministe dans les débats sur la défense et l'armement est pourtant essentiel : il ne s'agit pas seulement de promouvoir nos aspirations lorsque le contexte s'y prête, mais de rester vigilantes à l'égard des enjeux qui semblent éloignés de nos sujets d'analyse. Alors qu'ont foisonné au cours des dernières années les analyses sur les politiques étrangères féministes, l'expertise féministe des questions internationales est plus nécessaire que jamais pour éclairer des dossiers stratégiques comme le réarmement, afin d'éviter que la sécurité soit pensée uniquement en termes de puissance et d'armes. Ce moment charnière exige que la perspective FPS ne soit pas reléguée au second plan, mais intégrée de manière proactive dans les études et les choix politiques qui redéfinissent la sécurité mondiale.

Les perspectives féministes en relations internationales apportent par exemple un cadrage critique indispensable pour analyser la remilitarisation contemporaine au-delà de ses justifications sécuritaires classiques. Elles permettent de déstabiliser les récits dominants qui normalisent le recours accru aux armes, aux budgets de défense et aux dispositifs militaires, en mettant en lumière les rapports de pouvoir qu'ils reproduisent. En révélant les angles morts des langages expertisés de la sécurité, ces approches montrent que la remilitarisation n'est jamais neutre : elle redéfinit qui est protégé, qui est exposé à la violence et quelles voix sont reconnues comme légitimes. Elles invitent ainsi à recentrer l'analyse sur les expériences situées et à repenser, dans ce contexte, les conditions de maintien et de renouvellement de l'agenda FPS.

Comprendre la remilitarisation contemporaine : constats, transformations et tensions

Les échanges de la journée ont largement convergé autour de l'idée que le tournant de la décennie actuelle marque une rupture dans les dynamiques de sécurité et de militarisation. Il ne s'agit pas simplement d'un nouveau cycle de réarmement, mais d'un contexte systémique inédit, caractérisé par l'entrecroisement de crises multiples – armement, climatique et algorithmique – qui alimentent un sentiment généralisé de perte de contrôle. Cette polycrise mondiale crée un environnement dans lequel l'armement apparaît de plus en plus comme une réponse intuitive, voire comme une nécessité incontestable, au détriment d'approches politiques, sociales ou préventives de la sécurité.

Cette rupture est accentuée par l'accélération technologique, en particulier par l'intégration croissante de l'intelligence artificielle (IA) et des drones dans les pratiques militaires. L'IA ne se limite plus à des usages périphériques, mais s'insère désormais au cœur des processus de formation, d'équipement et de prise de décision, tandis que la prolifération des drones transforme en profondeur les modalités de la violence armée, rendant la menace omniprésente et permanente. Cette dynamique contribue à une redéfinition du rapport à la guerre, désormais pensée en termes d'efficacité technologique, de rationalité algorithmique et de précision supposée, ce qui tend à occulter les conséquences humaines et politiques des choix militaires.

Les discussions ont également mis en lumière une érosion préoccupante des normes internationales qui encadraient jusqu'ici l'usage de la force armée. Des traités fondamentaux en matière de désarmement et de droit humanitaire, longtemps considérés comme des acquis, sont aujourd'hui remis en question, contournés ou fragilisés par des retraits, des exceptions et des justifications fondées sur l'urgence sécuritaire. Cette remise en cause normative coexiste dans certains cas de manière paradoxale avec le maintien, du moins discursif, de politiques étrangères dites féministes, révélant des tensions profondes entre engagements normatifs et pratiques concrètes de sécurité.

« Quand on parle de réarmement, on voit en ce moment que les traités d'Ottawa et la Convention sur les armes à sous-munitions sont remis en question comme jamais. [...] Le fait qu'on rouvre ce débat-là, qu'on soit en train de remettre en question des traités aussi fondamentaux, c'est un symbole alarmant de l'érosion des normes en matière de droit international, de droit humanitaire, ou même de droit de la guerre ».

~ **Bénédicte Sautoire** ~

Un autre constat central concerne la transformation des conceptions dominantes de la paix et de la sécurité. Les échanges ont mis en évidence un retour marqué à une conception négative de la paix, principalement définie par le silence des armes et la primauté de la sécurité nationale, au détriment d'approches plus larges de la sécurité humaine. Dans ce cadre, les armes tendent à être présentées comme les seuls instruments capables de garantir la sécurité, marginalisant les solutions diplomatiques, sociales et structurelles, ainsi que les analyses critiques de la militarisation. Cette évolution s'accompagne d'un rétrécissement du débat public et d'un appauvrissement des cadres interprétatifs mobilisés pour penser la sécurité.

« On assiste à un rétrécissement de notre compréhension de la sécurité. La notion qui prime aujourd'hui est la notion de sécurité nationale. [...] Ce que l'on voit, c'est un changement discursif extrêmement important et très inquiétant où les seuls outils qui sont présumés assurer la sécurité, ce sont les armes, et plus d'armes. »

~ **Marie-Joëlle Zahar** ~

Les personnes ayant participé à l'atelier ont par ailleurs souligné l'ampleur des transformations discursives et politiques qui accompagnent cette remilitarisation. La montée de discours nationalistes, autoritaires et populistes contribue à la disqualification des voix critiques, notamment celles des mouvements pacifistes et féministes. Le discours militaire se trouve ainsi renouvelé dans sa forme, tout en reproduisant des dynamiques bien documentées : masculinisation du langage, technicisation extrême, anthropomorphisation des technologies et mise à distance des conséquences concrètes de la violence. La normalisation des technologies militaires, notamment de l'IA et des drones, passe aussi par une requalification du vocabulaire, qui tend à invisibiliser les armes derrière des termes neutres comme « systèmes » ou « technologies ».

Enfin, les échanges ont mis en évidence des transformations profondes des pratiques militaires elles-mêmes. L'engouement pour les nouvelles technologies s'accompagne d'une prolifération des acteurs armés, étatiques et non étatiques, et d'une remise en question implicite de principes fondamentaux du droit international, tels que la distinction entre civils et combattants, la proportionnalité ou les cadres de l'autodéfense. Cette dynamique s'inscrit également dans une militarisation accrue des économies nationales, où l'urgence sécuritaire sert à justifier des investissements massifs dans la défense, souvent au prix d'un oubli des coûts de renonciation et des priorités sociales reléguées au second plan.

« L'IA va beaucoup renforcer la systématisation de la discrimination. Cela va également agrandir les échelles auxquelles la discrimination est opérée, et créer de nouvelles formes de discrimination en raison de toutes les nouvelles données qui existent sur chaque individu. Ces impacts sont valides pour les applications que nous avons sur nos téléphones, mais ils sont aussi applicables pour la guerre, comme ce sont les mêmes outils qui sont instrumentalisés pour la surveillance et les stratégies militaires. »

~ Alexandra Parada ~

Approfondir l'analyse et penser la sécurité autrement

Les échanges de la journée ont souligné l'urgence de renouveler les programmes de recherche pour saisir les transformations profondes induites par la remilitarisation contemporaine. Dans ce contexte, les perspectives féministes apparaissent indispensables pour analyser les effets différenciés et souvent invisibilisés des choix sécuritaires, ainsi que pour interroger les cadres normatifs qui en légitiment les pratiques. Trois axes principaux se dégagent pour orienter les recherches futures :

1. Technologies, militarisation et impacts différenciés

Un premier axe concerne l'engouement politique et militaire pour les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle. Il s'agit de cartographier leurs usages militaires au-delà des armes autonomes – logistique, renseignement, ciblage, modélisation stratégique – et d'analyser les impacts genrés de ces technologies, qu'il s'agisse des drones, de la surveillance algorithmique ou des systèmes de défense. Les recherches pourraient également documenter les violences genrées rendues possibles par ces innovations, y compris les violences numériques en contexte de conflit ou la diffusion de nouvelles capacités létales comme l'impression 3D d'armes.

2. Normes, discours et recomposition de la sécurité

Le deuxième axe porte sur l'érosion des normes et traités internationaux, ainsi que sur la normalisation de pratiques de réarmement autrefois considérées comme inacceptables. Il comprend l'analyse critique des catégories juridiques normativement chargées et de leurs usages politiques dans des contextes conflictuels. Cet axe invite également à examiner comment les discours dominants, les industries de l'armement et les imaginaires technologiques façonnent les récits sécuritaires, en renforçant des visions centrées sur l'efficacité militaire et la rationalité technologique, au détriment d'une sécurité humaine élargie.

3. Sécurité humaine, expériences situées et perspectives intersectionnelles

Enfin, un troisième axe consiste à interroger la place de la sécurité humaine et des expériences situées dans un contexte de militarisation accrue. Les recherches pourraient documenter les coûts de renonciation liés à la remilitarisation, tant sociaux qu'économiques, et analyser comment les récits sécuritaires marginalisent d'autres menaces systémiques comme les crises climatiques ou l'instabilité socio-économique. Ce volet intègre également la nécessité d'adopter des perspectives décoloniales, locales et intersectionnelles pour rendre visibles les différentes formes d'agentivité féministe dans des contextes comme l'Ukraine, le Sahel ou le Moyen-Orient, et pour éviter l'homogénéisation analytique des expériences (dont les expériences genrées) de la guerre et de la sécurité.

Réflexions pour le monde des politiques

- **Les récits façonnent les réponses politiques:** le cadrage dominant selon lequel « plus d'armes équivaut à plus de sécurité » tend à rétrécir l'éventail des solutions envisagées, en marginalisant la prévention, la diplomatie et les approches non militaires de la sécurité.
- **La sécurité n'est jamais neutre :** les discours de remilitarisation invisibilisent des questionnements pourtant essentiels. On parle de sécurité pour qui, définie par qui, et avec quels impacts ?
- **Les technologies militaires, dont l'IA, exigent un regard critique:** l'enthousiasme pour l'innovation ne doit pas occulter les biais, les effets discriminatoires et les conséquences à long terme de ces technologies. Une analyse féministe de l'IA permet d'en interroger les impacts genrés et les usages militaires, au-delà de leur efficacité apparente.
- **La remilitarisation agit comme un catalyseur de fractures sociales:** elle peut amplifier des dynamiques déjà à l'œuvre – montée du masculinisme, dépendance à des industries instables, pressions environnementales – avec des effets durables sur la cohésion sociale.
- **Les lectures manichéennes sont à éviter:** il ne s'agit pas d'un choix binaire entre sécurité et démilitarisation, mais de reconnaître que chaque augmentation des dépenses militaires entraîne des effets de renonciation et des impacts systémiques qui méritent d'être pleinement pris en compte.

Pour aller plus loin

Cohn, Carol. 1987. « Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 12 (4) : 687-718. <https://doi.org/10.1086/494362>

Crawford, Kate. 2021. *Atlas of AI: Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*. New Haven (CT) : Yale University Press.

Egeland, Kjøl, et Hebatalla Taha. 2023. « Experts, Activists, and Girl Bosses of the Nuclear Apocalypse: Feminisms in Security Discourse ». *Zeitschrift für Friedens- und Konfliktforschung* 12 (2) : 245-266. <https://doi.org/10.1007/s42597-023-00100-3>

Hudson, Valerie M., Mary Caprioli, Bonnie Ballif-Spanvill, Rose McDermott et Chad F. Emmett. 2009. « The Heart of the Matter: The Security of Women and the Security of States ». *International Security* 33 (3) : 7-45. <https://doi.org/10.1162/isec.2009.33.3.7>

O'Rourke, Catherine. 2024. « Disarming the Women, Peace and Security Agenda: The Case for Centring the United Nations General Assembly ». *Journal of Conflict and Security Law* 29 (1) : 1-20. <https://doi.org/10.1093/jcsl/krae005>

Parks, Lisa. 2019. « Guerre des drones, médiation verticale et la classe ciblée ». *A contrario* 29 (2) : 25-34. <https://doi.org/10.3917/aco.192.0025>

Roberge, Eléonore. 2025. « Les nouvelles technologies et la stabilité stratégique : une analyse contemporaine et féministe du langage technostratégique ». Mémoire de maîtrise, Université de Montréal. <https://doi.org/10.71781/19990>

Tickner, Ann J. 2004. « Feminist Responses to International Security Studies ». *Peace Review: A Journal of Social Justice* 16 (1) : 43-48.

Von Hlatky, Stéfanie. 2017. « Les femmes et la sécurité internationale : perspectives canadiennes ». *Études internationales* 48 (1) : 7-18. <https://doi.org/10.7202/1042350ar>

Références

¹ Gouvernement du Canada. 2020. « MINDS - Mobilisation des idées nouvelles en matière de défense et de sécurité ». Gouvernement du Canada, décembre 16. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/programmes/minds.html>.

² Carney, Mark. 2025. « Le premier ministre Carney lance la nouvelle agence de défense et annonce une hausse des dépenses militaires jusqu'à 5 % du PIB d'ici 2035 ». Communiqué de presse, Cabinet du premier ministre du Canada, 2 octobre.

³ Bélair-Cirino, Marco. 2025. « Milliards de dollars pour défendre chaque mètre carré du Canada ». *Le Devoir*, consulté le 17 décembre 2025. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/930939/milliards-dollars-defendre-chaque-metre-carre-canada>.

⁴ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). 2025. *SIPRI Yearbook 2025 : Armaments, Disarmament and International Security – Résumé en français*. Stockholm : SIPRI. https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-11/yb25_summary_fr.pdf.

Personnes participantes



Alexandra Parada

Alexandra Parada est doctorante en droit à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et Coordinatrice de la Chaire d'études asiatiques et indopacifiques du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM). La recherche doctorale d'Alexandra traite de la discrimination dans le contexte de l'intelligence artificielle. Elle participe à divers projets de recherche portant sur les impacts pratiques et théoriques des technologies sur les droits et sur la justice. Plus généralement, elle s'intéresse à la question des droits humains et des enjeux globaux liés aux dynamiques Nord-Sud. Elle s'implique par ailleurs dans plusieurs organisations de défense des droits.



Bénédicte Santoire

Bénédicte Santoire est docteure en relations internationales, chercheuse et consultante indépendante, spécialisée en genre et conflit. Dans sa thèse, Bénédicte Santoire a examiné l'implémentation de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (FPS) dans l'espace post-soviétique, plus spécifiquement en Ukraine, Moldavie, Géorgie et Arménie. Ses recherches actuelles portent sur la manière dont les jeunes militantes féministes et les femmes bâtisseuses de paix s'adaptent à l'évolution, à l'instabilité et à la répression des environnements politiques dans le Caucase du Sud et les Balkans, dans un contexte global et régional de rejet des normes de genre.



Emma Donnaint

Emma Donnaint est doctorante en science politique à l'Université de Montréal. Sa thèse, dirigée par Marie-Joëlle Zahar et Laurence Deschamps-Laporte, porte sur le genre, les masculinités et la militarisation. Ancienne coordinatrice du Réseau de recherche sur les femmes, la paix et la sécurité à l'Université McGill, Emma a disséminé la recherche sur les enjeux FPS auprès du Département de la défense nationale et d'Affaires Mondiales Canada pendant plus d'un an.



Emma Limane

Emma Limane est doctorante au département de science politique de l'Université de Montréal. Ses recherches portent sur l'évolution des politiques étrangères normatives face aux bouleversements de l'ordre libéral international. En se concentrant sur le cas du Canada dans les domaines Femmes, Paix, Sécurité et la protection des civils, sa thèse évalue la façon dont les individus responsables de ces programmes adaptent leurs cadres normatifs à l'aune de la montée de l'illibéralisme.

Personnes participantes



Gabrielle Longin

Titulaire d'une maîtrise en Science politique de l'Université de Montréal (UdeM) et d'un Baccalauréat de l'École de développement international et de mondialisation de l'Université d'Ottawa, Gabrielle a un parcours académique pluridisciplinaire en affaires internationales. De 2017 et 2024, elle a occupé plusieurs postes au sein d'Affaires mondiales Canada, où elle a notamment travaillé dans le domaine de la coopération internationale et de l'égalité des genres, incluant pour le [Programme de stabilisation et des opérations de paix](#), la plateforme du Gouvernement du Canada responsable des efforts de stabilisation et de consolidation de la paix. Elle s'intéresse maintenant aux enjeux à l'intersection des politiques publiques, de la politique étrangère canadienne, et des efforts internationaux en matière de paix et de sécurité dans un monde de plus en plus polarisé, notamment sur le plan de l'égalité entre les genres.



Laurence Deschamps-Laporte

Laurence Deschamps-Laporte (PhD, Oxford) est directrice scientifique du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et professeure adjointe de science politique à l'Université de Montréal. Spécialiste de la politique étrangère canadienne et de la diplomatie, elle s'intéresse tout particulièrement au féminisme en relations internationales, à la politique au Moyen-Orient et à l'étude des mouvements islamistes. C'est grâce à une bourse Rhodes qu'elle a mené et complété ses études doctorales en science politique à l'Université d'Oxford. Avant de se joindre à l'UdeM et au CÉRIUM, Laurence Deschamps-Laporte a été conseillère, puis cheffe de cabinet auprès de trois ministres des Affaires étrangères du Canada. À titre de consultante chez McKinsey & Company, elle a réalisé des mandats en politiques publiques dans plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient.



Lee Joseph Mars Seymour

Lee Joseph Mars Seymour est professeur agrégé au département de science politique de l'Université de Montréal. Il est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la violence politique et chercheur affilié au Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et au Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale (CEPSI). Ses recherches portent sur la violence politique. Plus particulièrement, il s'intéresse aux dynamiques des conflits armés et à l'organisation de la violence dans les guerres civiles.



Marie-Joëlle Zahar

Marie-Joëlle Zahar est professeure titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal et directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP). Elle est également chercheuse affiliée au Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et au Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale (CEPSI). Depuis plus de dix ans, Marie-Joëlle Zahar mène des recherches sur la violence politique. Spécialiste des groupes armés non-étatiques, elle s'intéresse à la manière dont ces groupes s'organisent, organisent les territoires sous leur contrôle, et gèrent leur relation avec les populations civiles. Elle porte également un intérêt pour l'analyse de la violence politique dans des contextes de transition entre un état de guerre et une situation « post-conflit ».

Personnes participantes



Ryoa Chung

Ryoa Chung est Présidente de l'Association canadienne de philosophie (2024-2025), co-Directrice du Centre de Recherche en Éthique/Center for Research in Ethics (CRE) – avec K. Voigt (McGill) et professeure titulaire au département de philosophie de l'Université de Montréal. Elle est aussi chercheuse affiliée au Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et membre du Réseau de recherche en santé des populations du Québec (RRSPQ). Ryoa Chung travaille présentement sur les injustices structurelles et épistémiques pour mieux comprendre la production et la perpétuation des inégalités de santé. Elle travaille également sur la notion de 'vulnérabilité structurelle de santé' (développée avec M. Hunt, McGill) en lien avec la situation des réfugiés.



Théodore McLauchlin

Théodore McLauchlin est professeur titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal, directeur du Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale (CEPSI) et chercheur affilié au Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM). Ses recherches s'intéressent au domaine de la sécurité et des guerres internationales et internes. Elles ont deux grands volets. D'abord, Théodore McLauchlin s'intéresse à l'organisation et à la vie politique des forces militaires, tant étatiques que non-étatiques. Ensuite, il analyse les relations internationales contemporaines liées aux conflits armés et à la stabilité.

Organisatrices de l'événement



Laurence Deschamps-Laporte

Laurence Deschamps-Laporte est directrice scientifique du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et professeure adjointe de science politique à l'Université de Montréal.



Gabrielle Goyet

Gabrielle Goyet est doctorante de première année en science politique à l'Université de Montréal. Ses travaux portent sur le développement international, avec une attention particulière aux approches féministes et aux dynamiques Nord-Sud. Elle est titulaire d'une maîtrise en études politiques appliquées de l'Université de Sherbrooke. Sa thèse portait sur les stratégies discursives qui ont façonné la mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe du Canada au Mali.



Fernanda Gonzalez Moraila

Fernanda Gonzalez Moraila est étudiante de troisième année de baccalauréat en science politique à l'Université de Montréal. Ses intérêts sont la politique étrangère et la sécurité.



Charlotte Bannerot

Charlotte Bannerot est étudiante à la maîtrise en Études internationales à l'Université de Montréal et stagiaire pour l'automne 2025 au CÉRIUM. Diplômée d'un Bachelor en relations internationales de l'Université de Genève, elle s'intéresse particulièrement au système juridique international, aux droits humains ainsi qu'aux approches critiques des relations internationales.

What We Heard



Workshop: Is disarmament still possible?

Feminist Perspectives on a Remilitarizing World

7 novembre 2025, 9h à 16h | Université de Montréal

By Gabrielle Goyet (PhD Candidate, Université de Montréal), Charlotte Bannerot (Master's Student, Université de Montréal), and Fernanda Gonzalez Moraila (Undergraduate Student, Université de Montréal)

Event organizers: Centre for International Studies and Research of the Université de Montréal (CÉRIUM) in partnership with the Women, Peace and Security Research Network (RN-WPS) and the *Maison des affaires publiques et internationales* of the Université de Montréal (*Maison API*).



maison des affaires
publiques et
internationales
umontreal



Workshop: Is disarmament still possible?



Feminist Perspectives on a Remilitarizing World

Overview of the event

The Centre for International Studies and Research of the Université de Montréal (CÉRIUM), in partnership with the Women, Peace and Security Research Network, a collaborative network funded by the MINDS¹, program, and the Maison des affaires publiques et internationales of the Université de Montréal, co-organized on November 7, 2025, a workshop entitled ***“Is Disarmament Still Possible? Feminist Perspectives on a Remilitarizing World.”***

In a context marked by the rapid remilitarization of states and by technological advances that are profoundly transforming the logics of warfare, power relations, security, and resistance are being redefined. The event aimed to foster collective reflection on these issues, stimulate discussion, and mobilize expertise from a wide range of disciplines (political science, law, philosophy, etc.) to identify avenues for collaboration and strengthen research efforts to better inform public policy. The workshop brought together a dozen specialists who shared preliminary analyses, explored research pathways, and engaged in discussions to deepen understanding of the phenomena currently unfolding. In particular, the exchanges focused on the resurgence of military influence in national and international policies, the role of new technologies in this transformation, and how a feminist perspective renews our approach to these questions.

A **public roundtable**, moderated by Laurence Deschamps-Laporte, offered the broader community the opportunity to engage with the reflections of three scholars: Marie-Joëlle Zahar, Alexandra Parada, and Bénédicte Santoire. This report builds on the workshop and highlights the main insights, shared analytical themes, and questions that emerged from the discussions.

When Militarization Accelerates, Feminist Vigilance Is Essential

The acceleration of rearmament observed in recent years, both in Canada and globally, marks a major turning point in security dynamics and foreign policy. On October 2, 2025, Ottawa announced a substantial increase in military spending, raising it to 2 percent of GDP—approximately \$63 billion for the 2025–2026 fiscal year—with the objective of reaching 5 percent of GDP by 2035². Presented as necessary to “defend every square metre” of Canadian territory³, these announcements are part of a broader global context of intensified militarization. According to the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), global military expenditures increased for a tenth consecutive year, surpassing USD 2.7 trillion in 2024.⁴ This logic of militarization is intensifying in response to perceived threats and growing geopolitical rivalries, and is accompanied by a worrying decline or abandonment of feminist foreign policies, including in Canada, even as we celebrate the 25th anniversary of the Women, Peace, and Security (WPS) agenda in 2025.

¹The MINDS (Mobilizing Innovative New Defense and Security Ideas) program is an initiative of Canada's Department of National Defense that aims to strengthen defense policies by collaborating with academia and experts to train specialists, respond to security challenges, and improve public understanding.

Maintaining a feminist perspective on debates on defence and armaments is therefore essential. This is not only about advancing feminist priorities when conditions are favourable but also remaining attentive to issues that may seem distant from traditional areas of feminist analysis. Although feminist foreign policy has received growing scholarly attention in recent years, feminist expertise in international affairs is more necessary than ever to illuminate strategic questions such as rearmament and to challenge conceptions of security that are defined solely in terms of power and weaponry. At this critical juncture, the WPS perspective must not be sidelined; rather, it should be actively integrated into the research agendas and policy decisions that are reshaping global security.

Feminist perspectives in international relations offer an indispensable critical lens for analysing contemporary remilitarization beyond its conventional security justifications. They challenge dominant narratives that normalize the growing reliance on weapons, defence budgets, and military institutions by drawing attention to the power relations these dynamics reproduce. By exposing the blind spots of mainstream security discourse, these approaches show that remilitarization is never neutral: it reshapes who is protected, who is exposed to violence, and whose voices are recognized as legitimate. In pursuing this, they call for a re-centering of analysis on situated experiences and for a re-examination of the conditions under which the WPS agenda can be sustained and renewed.

Understanding Contemporary Remilitarization: Findings, Transformations, and Tensions

The workshop discussions largely converging towards the view that the current decade represents a break from previous patterns of security and militarization. The current moment cannot be understood simply as another cycle of rearmament. Rather, it reflects an unprecedented systemic context shaped by the crossing of multiple crises—military, climate, and algorithmic—that together generate a sense of loss of control. This global polycrisis creates conditions in which armament increasingly appears as an intuitive response, or even an unquestionable necessity, often at the expense of political, social, and preventive approaches to security.

This rupture is further intensified by rapid technological change, particularly the growing integration of artificial intelligence (AI) and drones into military practices. AI is no longer limited to peripheral uses; it is now embedded at the core of training, procurement, and decision-making processes, while the rise of drones is profoundly transforming the modalities of armed violence, rendering the threat more pervasive and continuous. Together, these developments are reshaping the very relationship to war, which is increasingly framed in terms of technological efficiency, algorithmic rationality, and presumed precision, frequently at the expense of attention to the human and political consequences of military decision-making.

The discussions also highlighted a troubling erosion of international norms that have historically governed the use of armed force. Foundational treaties in the fields of disarmament and international humanitarian law, long regarded as established achievements, are increasingly being questioned, evaded, or weakened through withdrawals, exceptions, and security-based justifications framed in the language of urgency. In certain cases, this questioning of norms sometimes coexists, paradoxically, with the continued rhetorical commitment to so-called feminist foreign policies, exposing deep tensions between normative principles and actual security practices.

“When we talk about rearmament, we are currently seeing the Ottawa Treaty and the Convention on Cluster Munitions being challenged as never before. [...] The fact that this debate is being reopened, that such fundamental treaties are being called into question, is an alarming symbol of the erosion of norms in international law, humanitarian law, and even the law of war.”

~ **Bénédicte Santoire** ~

Another central finding concerns the transformation of dominant understandings of peace and security. The discussions highlighted a marked return to a “negative” peace, defined primarily by the absence of armed conflict and the prevalence of national security, at the expense of broader approaches based on human security. Within this framework, weapons are increasingly portrayed as the primary means of ensuring security; sidelining diplomatic, social, and structural solutions, as well as critical perspectives on militarization. This shift has been accompanied by a narrowing of public debate and a corresponding impoverishment of the conceptual tools used to think about security.

“We are witnessing a narrowing of our understanding of security. The dominant notion today is national security. [...] What we are seeing is an extremely significant and deeply concerning discursive shift, in which the only tools presumed to ensure security are weapons—and more weapons.”

~ **Marie-Joëlle Zahar** ~

The participants also emphasized the scale of the discursive and political shifts accompanying this remilitarization. The rise of nationalist, authoritarian, and populist narratives contributes to the delegitimization of critical voices, particularly those associated with pacifist and feminist movements. Military discourse presents itself in a renewed form, while reproducing well-documented dynamics: gendered language, an increasingly technical register, the tendency to anthropomorphize technologies, and a growing distance from the concrete consequences of violence. The normalization of military technologies, particularly AI and drones, also depends on shifts in vocabulary that conceal weapons behind neutral labels such as “systems” or “technologies.”

Ultimately, the discussions pointed to profound changes in military practices themselves. Enthusiasm for emerging technologies is accompanied by an excess of armed actors, both state and non-state, and by an implicit erosion of core principles of international law, including the distinction between civilians and combatants, proportionality, and the legal frameworks governing self-defence. These dynamics are further reinforced by the growing militarization of national economies, where security imperatives are used to justify large-scale defence investments, often without due consideration of opportunity costs and with social priorities pushed into the background.

“AI will significantly reinforce the systematization of discrimination. It will also expand the scales at which discrimination operates and create new forms of discrimination due to the vast amount of new data available on each individual. These impacts apply to the applications we use on our phones, but they are also applicable to warfare, since the same tools are instrumentalized for surveillance and military strategies.”

~ Alexandra Parada ~

Deepening Analysis and Rethinking Security

The workshop discussions underscored the need to rethink research agendas to account for the profound transformations associated with contemporary remilitarization. Feminist perspectives are crucial in this regard, as they make it possible to analyse the differentiated and often overlooked effects of security choices and to interrogate the normative frameworks through which these practices are justified. Three main lines of inquiry can be identified to guide future research:

1. Technologies, militarization, and differential impacts

The first line of inquiry examines political and military investment in emerging technologies, particularly artificial intelligence. This avenue of research maps military applications beyond autonomous weapons such as logistics, intelligence, targeting, strategic modelling, and training, and analyses their gendered effects, including those related to the use of drones, algorithmic surveillance, and defence systems. It also explores forms of gendered violence enabled by these technologies, from digital violence in conflict settings to the spread of new lethal capacities, such as the use of 3D printing for weapons production.

2. Norms, discourse, and the reconfiguration of security

The second line of inquiry addresses the erosion of international norms and treaties, and the normalization of rearmament practices once considered unacceptable. This central theme includes a critical analysis of normatively charged legal categories and their political uses in conflict contexts. This focus also invites examination of how dominant discourses, the arms industry, and technological imaginaries shape security narratives, reinforcing visions centered on military effectiveness and technological rationality, to the detriment of broader human security.

3. Human Security, Situated Experiences, and Intersectional Perspectives

Finally, the third line of inquiry focuses on human security and lived experiences in the context of renewed militarization. This analytical perspective investigates the social and economic opportunity costs of remilitarization and how prevailing security narratives marginalize other systemic threats, such as climate change or socio-economic instability. It also calls for decolonial, local, and intersectional perspectives to make visible diverse forms of feminist agency in contexts such as Ukraine, the Sahel, and the Middle East, and to avoid the analytical homogenization of experiences (including gendered experiences) of war and security.

Reflections for the Policy Community

- **Narratives shape policy choices:** The dominant framing that “more weapons equals more security” narrows the range of acceptable responses, sidelining prevention, diplomacy, and non-military approaches.
- **Security is never neutral:** Discourses of remilitarization obscure fundamental questions such as security for whom, defined by whom, and at what cost?
- **Military technologies, including artificial intelligence, require sustained and critical scrutiny:** Enthusiasm for innovation must not hide the biases, discriminatory effects, and long-term consequences embedded in these systems. A feminist analysis of AI helps uncover their gendered impacts and military uses beyond claims of technical efficiency.
- **Remilitarization acts as a catalyst for social fractures:** It can intensify existing dynamics, such as the rise of masculinist narratives, dependence on volatile defence industries, and environmental pressures, with lasting effects on social cohesion.
- **Binary thinking should be avoided:** it is not a matter of choosing between security and demilitarization, but rather an acknowledgement that increased military spending entails opportunity costs and systemic consequences that must be fully assessed.

Further Reading

Cohn, Carol. 1987. « Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 12 (4) : 687-718. <https://doi.org/10.1086/494362>

Crawford, Kate. 2021. *Atlas of AI: Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*. New Haven (CT) : Yale University Press.

Egeland, Kjøl, et Hebatalla Taha. 2023. « Experts, Activists, and Girl Bosses of the Nuclear Apocalypse: Feminisms in Security Discourse ». *Zeitschrift für Friedens- und Konfliktforschung* 12 (2) : 245-266. <https://doi.org/10.1007/s42597-023-00100-3>

Hudson, Valerie M., Mary Caprioli, Bonnie Ballif-Spanvill, Rose McDermott et Chad F. Emmett. 2009. « The Heart of the Matter: The Security of Women and the Security of States ». *International Security* 33 (3) : 7-45. <https://doi.org/10.1162/isec.2009.33.3.7>

O'Rourke, Catherine. 2024. « Disarming the Women, Peace and Security Agenda: The Case for Centring the United Nations General Assembly ». *Journal of Conflict and Security Law* 29 (1) : 1-20. <https://doi.org/10.1093/jcsl/krae005>

Parks, Lisa. 2019. « Guerre des drones, médiation verticale et la classe ciblée ». *A contrario* 29 (2) : 25-34. <https://doi.org/10.3917/aco.192.0025>

Roberge, Eléonore. 2025. « Les nouvelles technologies et la stabilité stratégique : une analyse contemporaine et féministe du langage technostratégique ». Mémoire de maîtrise, Université de Montréal. <https://doi.org/10.71781/19990>

Tickner, Ann J. 2004. « Feminist Responses to International Security Studies ». *Peace Review: A Journal of Social Justice* 16 (1) : 43-48.

Von Hlatky, Stéfanie. 2017. « Les femmes et la sécurité internationale : perspectives canadiennes ». *Études internationales* 48 (1) : 7-18. <https://doi.org/10.7202/1042350ar>

References

¹Government of Canada. 2020. "MINDS – Mobilisation des idées nouvelles en matière de défense et de sécurité." Government of Canada, December 16. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/programmes/minds.html>.

²Carney, Mark. 2025. "Le premier ministre Carney lance la nouvelle agence de défense et annonce une hausse des dépenses militaires jusqu'à 5 % du PIB d'ici 2035." Press release, Office of the Prime Minister of Canada, October 2.

³Bélair-Cirino, Marco. 2025. "Milliards de dollars pour défendre chaque mètre carré du Canada." *Le Devoir*. Accessed December 17, 2025. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/930939/milliards-dollars-defendre-chaque-metre-carre-canada>.

⁴Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). 2025. SIPRI Yearbook 2025: Armaments, Disarmament and International Security – Résumé en français. Stockholm: SIPRI. https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-11/yb25_summary_fr.pdf.

Workshop participants



Alexandra Parada

Alexandra Parada is a PhD candidate in Law at the Université du Québec à Montréal (UQAM) and Coordinator of the Asia-Pacific and Indo-Pacific Studies Chair at the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM). Her doctoral research focuses on discrimination in the context of artificial intelligence. She is involved in several research projects examining the practical and theoretical impacts of technologies on rights and justice. More broadly, her interests include human rights and global issues related to North–South dynamics. She is also actively engaged with several human rights advocacy organizations.



Bénédicte Santoire

Bénédicte Santoire holds a PhD in International Relations and is an independent researcher and consultant specializing in gender and conflict. Her doctoral research examined the implementation of United Nations Security Council Resolution 1325 on Women, Peace and Security (WPS) in the post-Soviet space, with a particular focus on Ukraine, Moldova, Georgia, and Armenia. Her current research explores how young feminist activists and women peacebuilders adapt to evolving, unstable, and repressive political environments in the South Caucasus and the Balkans, within a broader global and regional context marked by the backlash against gender norms.



Emma Donnaint

Emma Donnaint is a PhD candidate in Political Science at the Université de Montréal. Supervised by Marie-Joëlle Zahar and Laurence Deschamps-Laporte, her doctoral research focuses on gender, masculinities, and militarization. A former coordinator of the Women, Peace and Security Research Network at McGill University, she spent over a year disseminating research on WPS issues within the Department of National Defence and Global Affairs Canada.



Emma Limane

Emma Limane is a PhD candidate in the Department of Political Science at the Université de Montréal. Her research examines the evolution of normative foreign policies in response to disruptions to the liberal international order. Focusing on the Canadian case in the areas of Women, Peace and Security and the protection of civilians, her doctoral work assesses how individuals responsible for these policy programmes adapt their normative frameworks in the context of rising illiberalism.

Workshop participants



Gabrielle Longin

Gabrielle Longin holds a Master's degree in Political Science from the Université de Montréal and a Bachelor's degree from the School of International Development and Globalization at the University of Ottawa. She has a multidisciplinary academic background in international affairs. Between 2017 and 2024, she held several positions at Global Affairs Canada, where she worked notably on international cooperation and gender equality, including with the [Stabilization and Peace Operations Program](#), the Government of Canada's platform responsible for stabilization and peacebuilding efforts. She is now interested in issues of the intersection of public policy, Canadian foreign policy, and international peace and security efforts in an increasingly polarized world, particularly concerning gender equality.



Laurence Deschamps-Laporte

Laurence Deschamps-Laporte (PhD, Oxford) is the Scientific Director of the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM) and Associate Professor of Political Science at the Université de Montréal. A specialist in Canadian foreign policy and diplomacy, her research focuses in particular on feminism in international relations, Middle East politics, and the study of Islamist movements. She completed her doctoral studies in political science at the University of Oxford as a Rhodes Scholar. Before joining the Université de Montréal and CÉRIUM, Laurence Deschamps-Laporte served as advisor and later Chief of Staff to three Canadian Ministers of Foreign Affairs. As a consultant with McKinsey & Company, she carried out public policy mandates in several countries across Africa and the Middle East.



Lee Joseph Mars Seymour

Lee Joseph Mars Seymour is an Associate Professor in the Department of Political Science at the Université de Montréal. He is also the Canada Research Chair in Political Violence and an affiliated researcher at the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM) and the Centre for the Study of Peace and International Security (CEPSI). His research focuses on political violence, with particular attention to the dynamics of armed conflict and the organization of violence in civil wars.



Marie-Joëlle Zahar

Marie-Joëlle Zahar is a Full Professor in the Department of Political Science at the Université de Montréal and Director of the Research Network on Peace Operations (ROP). She is also an affiliated researcher at the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM) and the Centre for the Study of Peace and International Security (CEPSI). For over a decade, Marie-Joëlle Zahar has conducted research on political violence. A specialist in non-state armed groups, her work examines how such groups organize themselves, govern the territories under their control, and manage their relationships with civilian populations. She is also interested in the analysis of political violence in transitional contexts between war and so-called "post-conflict" situations.

Workshop participants



Ryoa Chung

Ryoa Chung is President of the Canadian Philosophical Association (2024–2025), Co-Director of the Centre for Research in Ethics (CRE)—with K. Voigt (McGill University)—and Full Professor in the Department of Philosophy at the Université de Montréal. She is also an affiliated researcher at the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM) and a member of the Quebec Population Health Research Network (RRSPQ). Ryoa Chung's current research focuses on structural and epistemic injustices, with the aim of better understanding the production and perpetuation of health inequalities. She also works on the concept of "structural health vulnerability" (developed with M. Hunt, McGill University), particularly in relation to refugee populations.



Théodore McLauchlin

Théodore McLauchlin is a Full Professor in the Department of Political Science at the Université de Montréal, Director of the Centre for the Study of Peace and International Security (CEPSI), and an affiliated researcher at the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM). His research focuses on issues of security and international and internal wars, and is structured around two main strands. First, he examines the organization and political life of military forces, both state and non-state. Second, he analyzes contemporary international relations related to armed conflict and stability.

Event organizers



Laurence Deschamps-Laporte

Laurence Deschamps-Laporte is the Scientific Director of the Centre for International Studies and Research (CÉRIUM) and Associate Professor of Political Science at the Université de Montréal.



Gabrielle Goyet

Gabrielle Goyet is a first-year PhD student in Political Science at the Université de Montréal. Her research focuses on international development, with particular attention to feminist approaches and North–South dynamics. She holds a master's degree in applied political studies from the University of Sherbrooke. Her thesis focused on the discursive strategies that shaped the implementation of Canada's Feminist International Assistance Policy in Mali.



Fernanda Gonzalez Moraila

Fernanda Gonzalez Moraila is a third-year undergraduate student in Political Science at the Université de Montréal. Her interests include foreign policy and security studies.



Charlotte Bannerot

Charlotte Bannerot is a master's student in international studies at the University of Montreal and an intern at CÉRIUM for the fall of 2025. She holds a bachelor's degree in international relations from the University of Geneva and is particularly interested in the international legal system, human rights, and critical approaches to international relations.